

**ACT**



D'accord, on ne se fait plus une religion de la politique traditionnelle. D'accord, l'alternative tarde parfois à naître de la contestation. Mais notre génération est loin d'être absente de la vie de la cité. Le réveil des consciences a sonné pour beaucoup en 2002, avec la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Le choc a entraîné l'électrochoc. Il y a longtemps que les étudiants n'avaient pas pris d'assaut la Sorbonne. Longtemps que des dizaines de lycées n'avaient pas été occupés. Longtemps que les banlieues ne s'étaient pas agitées. Et puis un archipel de mouvements militants a émergé. Logement, environnement, emploi. Les alarmes ne sont pas nouvelles, mais les armes se renouvellent.

Texte : Julien Martin  
Photos : Alice Cuvelier

# ION



# Avec ceux qui veulent réinventer la politique

**Samedi.** Départ au pas de course. Silence dans la cage d'escalier, puis musique à fond sur le palier, bouteilles de mousseux à la main (avec des marques bien sûr cachées) et lecteurs CD allumés (avec des disques bien sûr gravés). Le pas de la porte est franchi. « 70 m<sup>2</sup>, 70 personnes, c'est parfait ! Et c'est combien ? » La représentante de l'agence immobilière en reste interloquée. « Qui êtes-vous ? C'est vous qui m'avez appelée ? » Quinquagénaire BCBG affublée d'une oreillette de portable, elle est rapidement mise au parfum.

Nom du collectif : Jeudi Noir. Pas pour le krach boursier américain de 1929, mais pour le jour de sortie des petites annonces immobilières. Objectif : investir furtivement des logements vacants pour dénoncer l'inflation démesurée des loyers. Tee-shirts à slogan ou déguisements, ses membres ont dégainé leur arme de prédilection, la fête. Dans leur collimateur aujourd'hui, un logement du 11<sup>e</sup> arrondissement.

Epiphanie oblige, quelques galettes des rois sont englouties à la hâte. Je n'ai pas la fève. Mon voisin non plus : « De toute façon, je ne veux pas être le roi des cons ! » On n'oublie pas les revendications. Les confettis tombent sur le parquet de l'appartement standing. Mezzanine, murs blancs ou de briques rouges, le logement a du cachet. Et un prix. « 370 000 euros, soit 35 années de salaire moyen. On achète ! On se met à 35 et en un an c'est bon ! » L'agent immobilier s'impatiente déjà, s'énerve, argue d'un rendez-vous important pour exiger que les squat-

teurs temporaires décampent. Ils s'exécutent, non sans pester : « Notre place est dehors, c'est ça ? »

Les « nouveaux militants » émergent. Et j'ai décidé de m'immerger avec eux. Car ça vire à la ritournelle dans les grands discours : les jeunes se désintéressent de la politique. Et la mobilisation contre le CPE ? Et l'embrasement des banlieues ? Que dire surtout des pubs taguées, des pneus de 4x4 dégonflés, des stages stigmatisés... Une autre façon d'envisager la politique est née, en marge des partis traditionnels. Triomphe de la citoyenneté ou repli individualiste ? Projet ou rejet ? Tentative de décodage en sept jours.

**Dimanche.** Hier soir, j'ai loupé les journaux télévisés. Je me rattrape aujourd'hui. JT et émissions se délectent encore de cette prise d'appartement particulièrement visuelle. Lutter contre les travers de la société n'empêche pas de jouer le jeu des médias. Je me remémore quelques piques entendues la veille : « T'es un grand malin toi, un preneur de son caché. Je suis sûr que tu es en train de m'enregistrer là. » Coopérer oui, rester méfiant aussi. « Qui est à la tête de tout ça ? » entendait-on au pied de l'immeuble. Paradoxal : les meneurs ne tiennent pas à se mettre en avant, mais sollicitent des médias friands de figures de proue. Cohabitation forcée entre journalistes et militants, conscients de ne pouvoir se battre seuls dans leur coin.

**Lundi.** Opinion sensibilisée, bataille gagnée. Sur les bords de Seine, les Enfants de Don Quichotte jubilent. Les dizaines de tentes plantées pour attirer les regards sur le sort des SDF vont être remballées. Initiateur de l'opération, Augustin Legrand est satisfait des annonces du gouvernement. Des annonces que d'autres ont perçues comme de simples promesses. Jeudi Noir réagit quasi immédiatement sur son blog. Le ton est solennel, presque sec. Comme s'ils tenaient enfin le moyen de faire à nouveau la Une de la rubrique société. « *On continue !* » Le titre parle de lui-même. Quelques lignes suffisent pour expliquer que « *cela ne changera pas grand-chose à notre propre action. Nous, nous cherchons à trouver des solutions globales quant à la cherté de l'immobilier.* » Et la plume s'emballe : « *C'est dû à un hasard plutôt positif que les Enfants de Don Quichotte ont fait irruption. Nous comptons bien continuer ce qu'on a commencé.* » La concurrence pointe son nez dans le monde militant. Et pas seulement entre activistes de la cause du logement.

**Mardi.** Café Beaubourg. Café bobo. Cheveux courts, visage poupin, petites lunettes et caban bleu marine, Aziz Ridouan, 18 ans, s'assied en face de moi. Ce fils de femme de ménage à l'allure de fils de bonne famille s'étale dans la presse depuis 2004 et la création de l'association des Audionautes. Le jeune prodige de la souris est devenu le chantre du téléchargement libre. D'emblée, il agite la date de son premier fait d'arme. 2000 : il fédère des internautes du monde entier pour faire condamner le fournisseur d'accès à Internet AOL qui ne respectait pas certaines clauses contractuelles. Il récidive deux ans plus tard, pour qu'AOL (encore AOL oui, il y est abonné) cesse d'engorger les boîtes aux lettres avec ses CD-Rom publicitaires (pas de procès cette fois, mais 697 000 CD-Rom renvoyés à l'expéditeur).

Arrive juin 2004. L'anecdote a été rabâchée, mais il se plaît toujours à la raconter. « *Une conférence de presse est organisée à l'Olympia par toutes les majors. Elles annoncent que des poursuites judiciaires vont être engagées contre cinquante internautes qui téléchargent. Pour l'exemple. Je me lève et dis que moi aussi je télécharge, que c'est une erreur de nous condamner, qu'il faut plutôt créer un forfait mensuel.* » A la fin de la conférence, la moitié des journalistes se massent comme d'habitude devant la tribune, mais l'autre moitié se tourne vers lui. Son association est lancée. Elle fournit une aide juridique aux internautes attaqués. Les rares avocats spécialisés à l'époque sont sollicités et remportent plusieurs procès.

Et puis il y a Ségolène Royal... « *Ah, je me demandais à quelle heure on allait aborder le sujet !* » En mars dernier, Aziz Ridouan rencontre « *à leur demande* » la plupart des hommes politiques qui comptent.



Aziz Ridouan, 18 ans, dans un cybercafé. Après la lutte pour le téléchargement libre, ce fer de lance de la génération Internet tisse sa toile en politique et place le curseur du côté de Ségolène Royal.

Séduit par la candidate socialiste, il la rappelle de lui-même pour lui proposer ses services. Souvenir jouissif de la réponse : « *Je suis ravie que vous souhaitiez vous engager pour l'intérêt général des Français.* » Adhésion au PS, rencontre hebdomadaire avec la présidente de Poitou-Charentes... Déjà « *un peu* » absent de son lycée de Saumur, il jongle plus encore entre les déplacements et les sollicitations médiatiques. Son emploi du temps n'est pas prêt de désemplir. Ni sa médiatisation de ralentir. Et arrive-t-il à faire passer ses idées ? « *Je ne fais rien passer, on débat et après elle prend seule la décision finale.* » Hop, une consigne « *ségoliste* » respectée ! Il apprend vite le bougre, mais sait également se montrer malin : « *En même temps, je serais parti depuis longtemps si elle ne m'écoutait pas du tout.* » Tiens, un nouveau militant qui a franchi le Rubicon menant aux partis politiques...

**Mercredi.** « *On observe pourtant un délitement du lien partisan, chez les jeunes comme dans le reste de la population.* » Anne Muxel rebondit. Sociologue, elle est notamment l'auteur de *L'expérience politique des jeunes*. Conversation dans son bureau cosu du Cevipof (Centre de recherche politique de Sciences Po Paris). « *Aujourd'hui, adhérer à un parti et en adopter la ligne de conduite est plus difficile à admettre pour les jeunes. Il existe un brouillage des repères politiques et idéologiques.* »

Mais la fi bre militante existe bel et bien... « *Sauf que le ressort de la contestation est devenu plus dynamique que celui de l'adhésion, bien que défendre une certaine idée de la société avec plus de justice sociale corresponde toutefois à une mobilisation active.* » Reste que chacun semble autocentré sur son pré carré... « *Effectivement, leurs mobilisations passent d'abord par une réponse individuelle, mais le collectif n'a pas disparu.* »

**« Le ressort de la contestation est devenu plus dynamique que celui de l'adhésion »**



**Jeudi.** Collectif et apolitique, la marque de fabrication est prégnante dans le grand bâtiment haussmannien qui fait face à la Bourse. Plusieurs militants en ont pris possession depuis le 31 décembre. 1 000 m<sup>2</sup>, six étages. Soixante familles en mal de toit y ont trouvé refuge.

Pour que le lieu ne soit pas vulgairement taxé de squat, ils ont décidé d'en faire un « *Ministère de la crise du logement* ». C'est aujourd'hui qu'on inaugure. Clémentine Autain, Jean-Luc Mélenchon et autres personnalités de gauche se pressent pour figurer sur la photo de famille. Mais les enceintes se font strictes : « *Nous demandons aux hommes politiques de ne pas faire de déclaration à l'intérieur, c'est un mouvement apolitique.* »

« *Trois, deux, un...* » L'affiche ornant la façade est dévoilée. Une Marianne new look apparaît. Clés dans la main gauche, pied de biche dans la droite. S'en suivent des discours vantant les bienfaits du droit opposable au logement. La rengaine est déclinée à l'envi, chacun tient à sa minute d'expression. « *Bon, on ne va pas s'attarder non plus, sinon on va choper le syndrome des Verts : tout le monde parle dans tous les sens !* »

**« Avec un parti politique c'est comme avec une hot line de Free tu n'y arrives jamais »**

Alix pose le micro et confirme. « *Avec un parti politique, c'est comme avec une hot line de Free, tu n'y arrives jamais.* » C'est l'un des maîtres des lieux. Petit brun hyperactif, on ne lui donnerait jamais ses 34 ans. Son nom ? « *Je préfère qu'on en reste au prénom, dans l'esprit du collectif.* »

Issu d'une famille « *d'artistes bourgeois, plus hédonistes que militants* », il ne pensait pas bifurquer, même quelque temps, de son métier de musicien « *multi-instrumentiste* ». Jusqu'au mois de septembre dernier et son retour dans sa capitale natale. « *J'ai fait un nombre incalculable d'agences immobilières et, entre les frais d'entrée, la caution demandée et le salaire exigé, je me suis aperçu qu'il était tout simplement impossible pour moi d'habiter un logement décent.* » Début d'une prise de conscience.

**Vendredi.** Direction la 12<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris. 9 heures. Salle comble. Une quarantaine de personnes sont massées sur les bancs de l'auditoire. Autant sont obligées de rester dans les couloirs du Palais de justice. Une tribune un peu particulière est offerte à sept

Déboulonneurs. Ces activistes anti-pubs ont été arrêtés le 28 octobre devant la gare d'Austerlitz, bombe de peinture à la main et sourire aux lèvres, sous deux panneaux publicitaires tagués : « *Pub = virus mental* », « *Détrônons les étrons* ». Je pose deux ou trois questions avant d'entrer. À part « *marre de la pub* », pas grand-chose. D'autres préoccupations ? Très peu sont au courant de l'inauguration du Ministère de la crise du logement. Encore moins ont un avis sur le sujet. La grande famille de la militance paraît cloisonnée. Un combat pour chacun, le tapage médiatique pour tous. L'atmosphère du procès est étrange, les parties civiles sont absentes. L'unique contradicteur est le procureur. Et la contradiction se rapproche davantage de la leçon. Visage bonhomme, le représentant du ministère public n'en a pas moins le verbe cru : « *Vous me faites peur, vous tenez tous le même discours. Comme les publicitaires, en fait. Soyez tolérants. Lorsque l'on est contre la cigarette, on ne brûle pas les débits de tabac !* » Les prévenus entendent sans écouter, argumentent à tour de rôle. Calmes, posés, ils prônent encore et encore « *la désobéissance civile pour faire sortir la société du joug de la publicité* ». La présidente du tribunal, placide, assiste aux débats sans broncher. Leur avocat s'avance. Maître Roux est un habitué de la défense de ►

Le Ministère de la crise  
du logement : 1000 m<sup>2</sup>,  
six étages, place  
de la Bourse à Paris.  
Soixante familles sont  
hébergées dans ce lieu  
éminemment politique.  
La figure de proue est  
une Marianne, clés dans  
la main gauche et pied  
de biche dans la droite



► ceux qu'il appelle les « désobésisseurs ». Son accent du Sud ajoute au relief de sa plaidoirie spectaculaire : « *Notre République est la fille de la Révolution. Toutes les lois ont évolué parce qu'à un moment donné des gens se sont mis en marge.* » Jugement en délibéré. Les prévenus sortent sous les applaudissements : « *Prochaine action vendredi 26, 19 heures, métro Quatre-Septembre !* »

Changement de décor l'après-midi. Génération Précaire donne dans le colloque au Sénat. Ses membres ont longtemps dissimulé leur visage derrière un masque blanc. Sous les ors de la République, ils le tombent. Au menu, un « *appel aux responsables politiques pour restaurer l'équilibre intergénérationnel* ». Un appel européen. Génération Précaire se mue pour l'occasion en Génération P (pour précaire, *prekär, precarious, precaria...*). Le combat s'élargit mais reste le même : « *Insérer la jeunesse qui veut travailler. En finir avec les stages et les emplois sous-payés.* » La plaquette distribuée à l'entrée est limpide. Mais peu de gens la liront. Seule une trentaine de personnes a fait le déplacement pour ce débat de fond. L'élaboration des propositions est souvent l'apanage de quelques-uns. Par écrit, qui plus est. Pas de spectacle, pas de spectateurs.

Frauke Austermann est à la tribune. Aujourd'hui à Sciences Po Paris, cette Allemande a effectué l'essentiel de son cursus aux Pays-Bas. 22 ans et déjà deux mauvaises expériences de stages. « *Ni intéressants ni bien rémunérés, alors que c'était dans des entreprises qui avaient de l'argent. Mais c'est ma sœur qui m'a décidée à rejoindre Génération P. Elle veut travailler dans les médias et multiplie les stages gratuits.* » Son engagement, lui, commence à payer. « *La semaine dernière, on était à Bruxelles pour rencontrer des eurodéputés et des membres de la Commission européenne. Ils ont promis d'intégrer nos propositions dans le Livre vert sur la modernisation du droit du travail.* »

À la tête de Génération P en France, Sylvestre Coulon nous rejoint. N'est-ce pas un peu paradoxal de défendre l'emploi des jeunes au Sénat ? « *Non, nous sommes là pour restaurer l'équilibre générationnel ! plaisante-t-il. Plus sérieusement, c'est le sénateur Jean Desessard qui a obtenu cette salle.* » Avant que l'un de ses compères ne corrige : « *Enfin, c'est son attaché parlementaire qui a fait tout le boulot. Ici aussi les jeunes sont exploités.* »

**« Toutes les lois ont évolué parce qu'à un moment donné des gens se sont mis en marge »**

**J.M.**

## Vent de révolution dans le pays capitaliste

Les entrepreneurs ont aussi leur partie à jouer. « *En France, on a une approche soit très théorique soit catastrophiste des questions d'écologie.* » Les deux garçons ont des convictions mais ne veulent pas tout faire péter. Pragmatiques, ils se coulent dans le moule et y tissent leur toile. « *Je ne renie pas ce que j'ai appris à HEC* », revendique Matthieu. Il cite le dernier accessoire tendance des bio-consommateurs. « *Les chaussettes équitables en bambou, c'est bien. Mais c'est tout aussi important de savoir les vendre.* » Une nouvelle forme d'action, où l'efficacité donne de la mesure à l'idéal.

Aujourd'hui ils travaillent – l'un chez Nestlé, l'autre pour un fond d'investissement – dans des pôles de développement durable. Le succès de leur livre, vendu à 30 000 exemplaires, les surprend eux-mêmes. « *Au début, on pensait que ça ne serait pas pertinent* », souligne Matthieu. Mais le développement durable devient tendance. Le Prince Charles roule en Prius, nouvelle voiture hybride de Toyota, les grandes entreprises créent des pôles de développement durable, une spé s'est ouverte à HEC et des « start-up » de conseil, comme Be-Citizen, pionnière fondée en 2000, se multiplient. Une nouvelle génération d'entrepreneurs contestataires sort de son cocon.

**Anne de Malleray**

Peter Koppert élève des larves d'insectes mangeurs de parasites et pourfendeurs d'insecticides chimiques dans une ferme bio aux Pays-Bas. Il est un des 80 hommes pour changer le monde (Éditions J.-C. Lattès) de la galerie de portraits dressés par Matthieu Le Roux, 29 ans, et Sylvain Darnil, 27 ans. En 2003, frais moulus de leurs écoles de commerces respectives, HEC et l'ESSCA à Angers, ils partent pour un tour du monde qu'ils imaginent utile. Énergés de voir beaucoup « *de hippies et d'hurluberlus* », dixit Matthieu, dans les rangs des défenseurs de la planète, ils vont à la rencontre de fondateurs d'entreprises de développement durable rentables. De retour à Paris, ils leur tirent le portrait dans un livre. Des larves écolos à Muhammad Yunus, inventeur du micro-crédit et nouveau Prix Nobel de la paix, « *dont on n'entendait pas parler à HEC il y a encore trois ans* », tous leurs exemples démontrent que se préoccuper de l'avenir de l'humanité peut être lucratif.

Au commissariat.  
« Les policiers n'essaient même plus de nous décourager, raconte Alice, ils savent qu'on va être amené à se revoir. »

# Scène quotidienne de la vie d'une activiste

Arrêtée pour ouverture de squat pendant la réalisation d'un reportage, notre photographe Alice Cuvelier raconte.

Il est 14 heures et nous sommes en train de faire le relevé topographique des lieux afin d'en structurer l'aménagement. Nous entendons soudain des coups à la porte de ce grand appartement du Marais investi par des associations en lutte pour les mal logés. Aucune annonce, la porte tremble, le moins que le puisse dire c'est que le nouvel arrivant ne semble guère amical. Nous décidons de mettre une planche sur la porte : pas question de laisser rentrer n'importe qui « chez nous ».

La nouvelle « maison » est majestueuse : un hôtel particulier classé monument historique de 1200 m<sup>2</sup>, place des Vosges à Paris, abandonné depuis presque un an. Le projet est simple, toujours le même : loger des personnes démunies, donner un toit à des familles et promouvoir la création artistique. Le collectif est rodé, ce n'est ni la première ni la dernière fois que l'on ouvre un squat. Avant la présidentielle, nous savons que nous avons un coup à jouer. L'enjeu est aussi clair qu'important : donner

des limites à la propriété lorsqu'elle est mal utilisée. Les intrus sont en uniforme. Des policiers qui ont été briefés : ils connaissent les deux entrées du lieu et se présentent maintenant devant la seconde porte. Toujours aucune annonce et cette fois un bruit effrayant résonne dans la cour.

Ils ont sorti le bélier. Je monte aux étages prendre des photos. En trente secondes et autant de policiers, mes camarades sont

regroupés au centre de la cour. Il est temps de redescendre calmement. Je cache la carte mémoire de mon appareil photo.

Opération musclée, mais des deux côtés, on est rodé. Les policiers font leur boulot, eux non plus ne sont pas à l'abri de la pauvreté, ils comprennent. Certains, les moins gradés, regrettent même de nous arrêter, « mais il faut bien faire son travail ».

Les médias ont vite été prévenus, chacun à appelé ses contacts discrè-

tement. Nous sortons, portés par les policiers dépités devant si peu de coopération, aux cris de « qui sème la misère, récolte la colère ». Dans le car, tout le monde est détendu, on est amené à se revoir, ils n'essaient même plus de nous décourager. Presque heureux que

d'autres militent à leur place?

Au commissariat, il reste une question : garde à vue ou pas? Nous risquons d'être poursuivis pour dégrada-

tion de biens privés mais les policiers savent bien qu'ils ont fait une erreur en défonçant la porte de l'immeuble. Finalement, on nous garde quatre heures, la durée maximale pour une simple vérification d'identité. Après deux fouilles au corps par personne, des dépositions où les revendications sont claires – réquisition citoyenne de logement pour les plus démunis –, on nous laisse sortir. Nous préparons déjà la suite. **A.C.**

« On nous garde quatre heures  
deux fouilles  
au corps  
par personne et des  
dépositions  
où les revendications  
sont claires »





**téléchargez | piratez  
le magazine**

**58**

Vous voulez réagir à propos du magazine ?

**[notregeneration.ensad.fr](http://notregeneration.ensad.fr)**

En parallèle au magazine, nous avons réalisé un site internet en utilisant les outils de notre génération. Ce site participatif et multimédia est en perpétuel construction car il vous permet d'envoyer des messages, des vidéos, des photos, des sons...